



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU CALVADOS

**DIRECTION REGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
DE L'AMENAGEMENT ET DU LOGEMENT
DE BASSE-NORMANDIE**

Unité Territoriale du Calvados

ARRETE DE MISE EN DEMEURE

**SOCIETE SIRAC
Commune de COLOMBELLES**

**LE PREFET DE LA REGION BASSE NORMANDIE,
PREFET DU CALVADOS,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L.171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R.516-1 ;

VU la nomenclature des Installations Classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du Code de l'Environnement ;

VU les arrêtés préfectoraux du 10 juin 2004, du 3 janvier 2008, du 29 mars 2010 et du 2 mai 2012 autorisant la Société pour l'Incinération des Résidus de l'Agglomération Caennaise (SIRAC) à poursuivre l'exploitation de l'usine d'incinération de résidus urbains située rue Francis Pressensé sur le territoire de la commune de COLOMBELLES, et à y incinérer des déchets hospitaliers contaminés ;

VU le rapport des inspecteurs de l'environnement du 6 janvier 2014 transmis à l'exploitant par courrier en date 6 janvier 2014 conformément aux articles L.171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les éléments de planning figurant dans le courrier du 21 novembre 2013 cosigné par la SIRAC / SYVEDAC adressé à M. Le Secrétaire général de la Préfecture du Calvados ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection en date du 16 décembre 2013, les inspecteurs de l'environnement ont constaté que la société SIRAC ne procédait pas au pré-traitement et au recyclage des eaux résiduaires industrielles autres que de lavage des gaz et que, ce faisant, ne respectait pas certaines dispositions de l'arrêté préfectoral du 2 mai 2012 concernant la gestion des eaux résiduaires industrielles du site ;

CONSIDÉRANT que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SIRAC de respecter les dispositions de l'arrêté du 2 mai 2012 afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Calvados,

ARRETE

ARTICLE 1^{ER} : La société SIRAC, exploitant l'usine d'incinération de résidus urbains située rue Francis Pressensé sur le territoire de la commune de COLOMBELLES, est mise en demeure :

- **Sous 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, de remettre à l'autorité préfectorale l'échéancier précis des travaux à réaliser permettant le pré-traitement et le recyclage sur le site de l'unité d'incinération d'ordures ménagères, des eaux usées industrielles autres que celles utilisées au lavage des fumées.**

- **au plus tard le 31 mai 2015, de respecter les dispositions suivantes de l'article 27.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 mai 2012 :**

• *« Les autres eaux industrielles font l'objet d'un pré-traitement avant d'être recyclées en interne à l'établissement pour l'un ou plusieurs des usages suivants : extracteur mâchefer, préparation du lait de chaux, traitement des fumées, injection dans le four.*

• *Le pré-traitement comportera les étapes de neutralisation, coagulation, filtration, démoussage et désinfection. »*

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L. 171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Conformément aux dispositions de l'article R514-3-1 du Code de l'environnement, tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif. Le délai de recours pour l'exploitant du site est de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera notifié à la Société SIRAC située rue Francis Pressensé sur le territoire de la commune de COLOMBELLES en recommandé avec accusé de réception.

Une copie en sera déposée à la mairie de COLOMBELLES pour consultation par les tiers.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture du Calvados, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Basse-Normandie, le maire de la commune de Colombelles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le 20 janvier 2014

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Jean-Bernard BOBIN

Copie de cet arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Maire de la commune de Colombelles ;
- Madame la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Basse Normandie ;
- Monsieur le Chef de l'Unité Territoriale du Calvados.